

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE, SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE ET ENVIRONNEMENT

F. 2003 — 3584

[C — 2003/14212]

7 SEPTEMBRE 2003. — Arrêté royal établissant la procédure d'octroi des permis et autorisations requis pour certaines activités exercées dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 janvier 1999 visant la protection du milieu marin dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique, notamment l'article 26;

Considérant que la directive 85/337/CEE du Conseil du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, telle que modifiée par la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997, prévoit une procédure grâce à laquelle, dans l'exécution d'un projet, une décision peut être prise en pleine connaissance de cause en ce qui concerne les effets environnementaux importants du projet auxquels on peut s'attendre;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 juillet 2003;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 24 juillet 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 35.785/1/V, donné le 21 août 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de notre Ministre du Budget et des Entreprises publiques,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions introductives

Article 1^{er}. Pour l'application de cet arrêté, on entend par :

1° « la loi » : la loi du 20 janvier 1999 visant la protection du milieu marin dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique;

2° « le ministre » : le ministre ou secrétaire d'Etat qui a la protection du milieu marin dans ses attributions;

3° « l'administration » : l'Unité de Gestion du Modèle mathématique de la Mer du Nord et de l'Estuaire de l'Escaut comme mentionnée à l'arrêté royal du 29 septembre 1997 transférant l'Unité de Gestion du Modèle mathématique de la Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut à l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique;

4° « permis » : une décision ministérielle en vertu de laquelle le titulaire du permis reçoit la permission générale d'exercer des activités pendant une période déterminée et sous certaines conditions;

5° « autorisation » : une décision ministérielle en vertu de laquelle le titulaire de l'autorisation peut exécuter une activité déterminée dans un délai fixé et sous certaines conditions;

6° « titulaire du permis » : la personne à laquelle a été délivré ou transmis un permis conformément aux dispositions du présent arrêté;

7° « titulaire de l'autorisation » : la personne à laquelle a été délivrée ou transmise une autorisation conformément aux dispositions du présent arrêté;

8° « transformer », « transformation » : changer une activité faisant l'objet d'un permis ou d'une autorisation d'une manière telle qu'il est porté au milieu marin un préjudice accru ou d'une autre nature que celui reconnu dans le cadre du permis ou de l'autorisation existants;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID, VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN EN LEEFMILIEU

N. 2003 — 3584

[C — 2003/14212]

7 SEPTEMBER 2003. — Koninklijk besluit houdende de procedure tot vergunning en machtiging van bepaalde activiteiten in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 januari 1999 ter bescherming van het mariene milieu in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België, inzonderheid op artikel 26;

Overwegende dat de richtlijn 85/337/EG van de Raad van 27 juni 1985 betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten, zoals gewijzigd bij richtlijn 97/11/EG van de Raad van 3 maart 1997 een procedure voorziet waarbij voor de uitvoering van een project met volledige kennis van zaken een besluit moet kunnen genomen worden wat betreft de daarvan te verwachten aanzienlijke milieu-effecten;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 juli 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 24 juli 2003;

Gelet op het advies van de Raad van State nr 35.785/1/V, gegeven op 21 augustus 2003 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Begroting en Overheids-bedrijven,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Inleidende bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « de wet » : de wet van 20 januari 1999 ter bescherming van het mariene milieu in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België;

2° « de minister » : de minister of staatssecretaris die de bescherming van het mariene milieu onder zijn bevoegdheid heeft;

3° « het bestuur » : de Beheerseenheid van het Mathematisch Model van de Noordzee en het Schelde-estuarium, zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 29 september 1997 houdende overdracht van de Beheerseenheid van het Mathematisch Model van de Noordzee en het Schelde-estuarium naar het Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen;

4° « vergunning » : een beslissing van de minister op grond waarvan de vergunninghouder de algemene toelating verkrijgt om activiteiten uit te oefenen gedurende een bepaalde termijn en onder bepaalde voorwaarden;

5° « machtiging » : een beslissing van de minister op grond waarvan de machtiginghouder een bepaalde activiteit mag uitvoeren binnen een vastgestelde termijn en onder bepaalde voorwaarden;

6° « vergunninghouder » : de persoon aan wie een vergunning werd uitgereikt of overgedragen conform de bepalingen van dit besluit;

7° « machtiginghouder » : de persoon aan wie een machtiging werd uitgereikt of overgedragen conform de bepalingen van dit besluit;

8° « veranderen », « verandering » : het wijzigen van een vergunde of gemachtigde activiteit, waardoor aan het mariene milieu een nadeel kan worden berokkend dat groter of andersoortig is ten opzichte van het nadeel dat door de geldende vergunning of machtiging wordt beheerst;

9° « rajuster », « rajustement » : changer une activité faisant l'objet d'un permis ou d'une autorisation d'une manière telle qu'il n'est porté au milieu marin ni préjudice accru ni préjudice d'une autre nature que celui reconnu dans le cadre du permis ou de l'autorisation existants;

10° « conditions d'application » : les conditions prévues par le permis ou l'autorisation qui doivent être respectées dans l'usage du permis ou de l'autorisation;

11° « notifier » : l'envoi par courrier recommandé, avec accusé de réception;

12° « jour » : un jour calendrier;

13° « navigation » : les activités propres au fonctionnement d'un navire et liées à sa fonction de moyen de transport;

14° « rétribution » : la redevance due pour l'évaluation des incidences sur l'environnement telle que visée à l'article 30 de la loi;

15° « le traitement d'une demande » : l'enquête, l'avis et la décision sur une demande qui est complète et recevable ou qui est supposée l'être;

16° « intéressé » : toute personne qui, suite à l'exercice de l'activité projetée, peut subir un préjudice et toute personne juridique qui s'est fixé comme objectif de protéger le milieu marin qui peut être touché par l'activité;

17° « la Convention d'Espoo » : la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière et les Appendices I, II, III, IV, V, VI et VII, faits à Espoo le 25 février 1991 et approuvés par la loi du 9 juin 1999;

18° « activité à dimension transfrontière » : une activité soumise à permis ou à autorisation qui fait partie du champ d'application de la Convention d'Espoo ou de la directive 85/337/CEE du Conseil du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.

Art. 2. Le présent arrêté règle les conditions et la procédure d'octroi, de suspension et de retrait des permis et des autorisations requis pour certaines activités exercées dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique.

Art. 3. § 1. Dans les espaces marins il est interdit de transformer une activité permise ou autorisée sans permis ou autorisation.

§ 2. Les rajustements apportés à une activité permise ou autorisée ne requièrent pas de permis ou autorisation préalable.

Tout rajustement d'une activité faisant l'objet d'un permis ou d'une autorisation est consigné par le titulaire dans un registre annuel. Le titulaire notifie à l'administration avant le 15 mars de chaque année civile une copie du registre de l'année civile précédente. Le registre annuel doit être conservé par le titulaire pendant cinq années civiles. Les personnes visées à l'article 43 de la loi ont à tout moment accès aux registres annuels sur simple demande.

Art. 4. Lorsqu'une activité existante devient soumise à l'obligation d'un permis ou d'une autorisation, entre autres à la suite d'une décision prise par le Roi en exécution de l'article 25, § 2 de la loi, le permis ou l'autorisation doivent être demandés dans un délai de trois cent jours après que l'activité a été soumise à cette obligation.

L'activité peut être poursuivie sans permis ou autorisation jusqu'à la notification de la décision définitive sur la demande.

Art. 5. Pour les notifications, les délais prennent cours le lendemain de la date indiquée par le cachet de la poste. Les délais expirent le dernier jour à minuit.

Art. 6. Le présent arrêté règle les permis et autorisations suivants :

1° le permis et l'autorisation d'exercer des activités;

2° le permis et l'autorisation de modification, pour les transformations apportées aux activités faisant l'objet d'un permis ou d'une autorisation, dans les cas où la transformation n'est pas substantielle et n'a pas de répercussion importante sur l'activité permise ou autorisée;

3° le permis et l'autorisation de révision, pour les transformations apportées aux activités permises ou autorisées, dans les cas où la transformation est substantielle ou a une répercussion importante sur l'activité en question.

9° « ingrijpen », « ingreep » : het wijzigen van een vergunde of gemachtigde activiteit, waardoor aan het mariene milieu een nadeel kan worden berokkend dat, evenwel, niet groter of andersoortig is ten opzichte van het nadeel dat door de geldende vergunning of machtiging wordt beheerst;

10° « gebruiksvoorwaarden » : voorwaarden opgelegd in de vergunning of machtiging, die moeten worden nageleefd bij het gebruik van de vergunning of machtiging;

11° « betekenen » : het verzenden bij aangetekende post, met bericht van ontvangst;

12° « dag » : kalenderdag;

13° « scheepvaart » : de activiteiten eigen aan de werking van een schip en gebonden aan zijn functie als vervoermiddel;

14° « retributie » : de vergoeding verschuldigd voor de milieueffectenbeoordeling bedoeld in artikel 30 van de wet;

15° « het behandelen van een aanvraag » : het onderzoek, de advisering van en de beslissing over een aanvraag die volledig en ontvankelijk is of geacht wordt te zijn;

16° « belanghebbende » : elke persoon die ten gevolge van de uitoefening van de voorgenomen activiteit nadeel kan ondervinden en elke rechtspersoon die zich tot doel heeft gesteld het mariene milieu dat door de voorgenomen activiteit kan worden getroffen te beschermen;

17° « Verdrag van Espoo » : het Verdrag inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband en zijn Aanhangels I, II, III, IV, V, VI en VII, gedaan te Espoo op 25 februari 1991 en goedgekeurd bij wet van 9 juni 1999;

18° « activiteit met grensoverschrijdende dimensie » : een vergunningsplichtige of machtigingsplichtige activiteit die is inbegrepen in het toepassingsgebied van het Verdrag van Espoo of van de richtlijn 85/337/EEG van de Raad van 27 juni 1985 betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten.

Art. 2. Dit besluit regelt de voorwaarden en de procedure voor de toekenning, de schorsing en de intrekking van vergunningen en machtigingen van bepaalde activiteiten in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België.

Art. 3. § 1. In de zeegebieden is het verboden een vergunde of gemachtigde activiteit te veranderen zonder vergunning of machtiging.

§ 2. Ingerepen aan een vergunde of gemachtigde activiteit behoeven geen voorafgaandelijke vergunning of machtiging.

Elke ingreep in een vergunde of gemachtigde activiteit wordt door de vergunninghouder of machtiginghouder bijgehouden in een jaarregister. Vóór 15 maart van ieder kalenderjaar betekent de vergunninghouder of machtiginghouder aan het bestuur een kopie van het jaarregister van het voorbije kalenderjaar. De vergunninghouder of machtiginghouder moet een jaarregister bewaren gedurende vijf kalenderjaren. De personen bedoeld in artikel 43 van de wet kunnen de jaarregisters steeds op eenvoudig verzoek inzien.

Art. 4. Wanneer een bestaande activiteit vergunningsplichtig of machtigingsplichtig wordt, onder meer ingevolge aanduiding door de Koning in uitvoering van artikel 25, § 2 van de wet, moet een vergunning of machtiging worden aangevraagd binnen een termijn van driehonderd dagen nadat de activiteit vergunningsplichtig of machtigingsplichtig werd.

De activiteit mag zonder vergunning of machtiging worden uitgevoerd tot de definitieve uitspraak over de aanvraag is betekend.

Art. 5. Bij betekening gaan de termijnen in op de dag na de datum van de poststempel. De termijnen verstrijken om middernacht van de laatste dag.

Art. 6. Dit besluit regelt volgende vergunningen en machtigingen :

1° de vergunning en de machtiging, voor het uitoefenen van activiteiten;

2° de wijzigingsvergunning en de wijzigingsmachtiging, voor het veranderen van vergunde en gemachtigde activiteiten, in de gevallen waar de verandering niet substantieel is en geen belangrijke weerslag heeft op de vergunde of gemachtigde activiteit;

3° de herzieningsvergunning en de herzieningsmachtiging, voor het veranderen van vergunde en gemachtigde activiteiten, in de gevallen waar de verandering substantieel is of een belangrijke weerslag heeft op de vergunde of gemachtigde activiteit.

Art. 7. § 1. Le permis et l'autorisation de modification ne portent que sur la transformation qui fait l'objet de la demande.

§ 2. Le permis et l'autorisation de modification indiquent clairement quels éléments et dispositions du permis initial ou de l'autorisation initiale restent inchangés et quels éléments et dispositions sont remplacés, modifiés ou complétés.

Le permis et l'autorisation de modification expirent au plus tard à la date d'expiration du permis initial ou de l'autorisation initiale.

Art. 8. § 1. Le permis et l'autorisation de révision portent sur la totalité de l'activité permise ou autorisée, y compris la transformation qui fait l'objet de la demande.

§ 2. Le permis et l'autorisation de révision remplacent complètement tout permis ou toute autorisation antérieurs relatifs à l'activité pour laquelle la transformation a été demandé.

Le permis et l'autorisation de révision sont délivrés pour une période conforme aux dispositions de l'article 41.

CHAPITRE II. — *Les procédures de permis et d'autorisation*

Section Ière. — Champ d'application

Art. 9. Les permis et les autorisations sont accordés suivant la procédure avec consultation ou suivant la procédure simplifiée.

Art. 10. La procédure avec consultation est suivie pour les permis ou autorisations des activités suivantes :

- 1° les travaux de génie civil;
- 2° l'excavation de tranchées et le rehaussement du fond de la mer;
- 3° l'usage d'explosifs et d'engins acoustiques de grande puissance;
- 4° l'abandon et la destruction d'épaves et de cargaisons coulées;
- 5° des activités industrielles;

Art. 11. Pour les activités des entreprises publicitaires et commerciales, le ministre doit désigner, dans un délai maximum de cinq ans prenant cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et si besoin au cas par cas, celles qui sont soumises à la procédure avec consultation et celles qui, vu le peu d'importance du préjudice qu'elles peuvent causer au milieu marin, sont soumises à la procédure simplifiée.

Section II. — La procédure avec consultation

Sous-section I. — L'introduction de la demande

Art. 12. La demande est introduite par la personne qui souhaite exercer l'activité soumise à un permis ou à une autorisation ou la personne qui souhaite apporter une transformation à l'activité faisant l'objet d'un permis ou d'une autorisation.

La demande est adressée au ministre et notifiée à l'administration en vingt et un exemplaires.

La demande peut être introduite par voie électronique, dans la forme et selon les modalités à déterminer par l'administration. L'étude d'incidences doit être soumise sur support papier et par voie électronique.

Pour sa demande, le demandeur élit domicile en Belgique. Dès que la demande est notifiée à l'administration, celle-ci adresse toute notification ou communication au domicile choisi.

Art. 7. § 1. Een wijzigingsvergunning en een wijzigingsmachtiging hebben slechts betrekking op de verandering die het voorwerp van de aanvraag uitmaakt.

§ 2. Uit een wijzigingsvergunning en een wijzigingsmachtiging blijkt duidelijk welke elementen en bepalingen van de oorspronkelijke vergunning of machtiging zij ongewijzigd laten en welke elementen en bepalingen zij vervangen, wijzigen of aanvullen.

Een wijzigingsvergunning en een wijzigingsmachtiging gelden uiterlijk tot de datum waarop de geldingstermijn van de oorspronkelijke vergunning of machtiging verstrijkt.

Art. 8. § 1. Het voorwerp van een herzieningsvergunning en van een herzieningsmachtiging is geheel de vergunde of gemachtigde activiteit, met inbegrip van de verandering die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag.

§ 2. Een herzieningsvergunning en een herzieningsmachtiging vervangen volledig iedere vroegere vergunning of machtiging inzake de activiteit waarvan de verandering het voorwerp uitmaakte van de aanvraag.

De herzieningsvergunning en de herzieningsmachtiging worden verleend voor een termijn conform artikel 41.

HOOFDSTUK II. — *De procedures tot vergunning en machtiging*

Afdeling I. — Toepassingsgebied

Art. 9. De vergunningen en machtigingen worden verleend volgens de procedure met inspraak of volgens de vereenvoudigde procedure.

Art. 10. De procedure met inspraak is van toepassing voor de vergunning of machtiging van de navolgende activiteiten :

- 1° de burgerlijke bouwkunde;
- 2° het graven van sleuven en het ophogen van de zeebodem;
- 3° het gebruik van explosieven en akoestische toestellen met een groot vermogen;
- 4° het achterlaten en vernietigen van wrakken en gezonken scheepsladingen;
- 5° industriële activiteiten.

Art. 11. Voor de activiteiten van publicitaire en commerciële ondernemingen moet de minister, binnen een maximum termijn van vijf jaar ingaande op de datum van inwerkingtreding van onderhavig besluit en indien nodig geval per geval, deze aanduiden die onderworpen zijn aan de procedure met inspraak en deze die, gelet op het geringe nadeel dat zij aan het mariene milieu kunnen berokkenen, onderworpen zijn aan de vereenvoudigde procedure.

Afdeling II. — De procedure met inspraak

Onderafdeling I. — Het indienen van de aanvraag

Art. 12. De aanvraag wordt ingediend door de persoon die de vergunningsplichtige of machtigingsplichtige activiteit wenst uit te oefenen of de verandering van de vergunde of gemachtigde activiteit wenst door te voeren.

De aanvraag wordt gericht tot de minister en betekend aan het bestuur in eenentwintig exemplaren.

De aanvraag kan langs elektronische weg, in de vorm en volgens de nadere regels bepaald door het bestuur worden ingediend. Het milieu-effectenrapport moet op papier en in digitale vorm ingediend worden.

De aanvrager doet in zijn aanvraag keuze van woonst in België. Zodra de aanvraag is betekend aan het bestuur geschieden alle betekeningen en mededelingen door het bestuur aan de gekozen woonplaats.

Art. 13. § 1. Toute demande comporte au moins :

1° nom, prénoms, profession, domicile et nationalité du demandeur;

2° une identification de l'activité projetée;

3° si le demandeur est une société, ses statuts et les pièces établissant les pouvoirs des signataires de la demande;

4° les références faisant la preuve des moyens financiers et économiques du demandeur, et plus particulièrement une ou plusieurs des références suivantes :

des déclarations bancaires pertinentes, des bilans, extraits de bilans ou comptes annuels de l'entreprise, et

une déclaration relative au chiffre d'affaires total et au chiffre d'affaires des travaux de l'entreprise pour les trois dernières années comptables;

si le demandeur peut faire valoir de manière convaincante qu'il n'est pas en mesure de présenter les références demandées, l'administration peut l'autoriser à apporter la preuve de ses moyens économiques et financiers à l'aide d'autres documents qu'elle estime convenir;

5° une étude d'incidences telle que visée par l'article 28 de la loi.

Le ministre peut étendre la liste des données et documents à joindre à la demande à des données et documents supplémentaires.

§ 2. Lorsque la demande concerne une transformation, le demandeur peut, en vue de l'application de l'article 25, invoquer dans sa demande que la transformation entre en considération pour l'octroi d'un permis ou d'une autorisation de modification, ou pour l'octroi d'un permis ou d'une autorisation de révision.

Art. 14. § 1. Une demande est incomplète lorsque des données ou documents requis par l'article 13, § 1^{er}, premier alinéa, 1° à 4° inclus, et 2^e alinéa sont manquants.

§ 2. Une demande est irrecevable lorsqu'elle ne comprend pas l'étude d'incidences requise ou lorsque celle-ci, de manière manifeste, ne contient pas ou de manière insuffisante les données ou documents requis aux articles 8 à 11 de l'arrêté royal du ... fixant les règles relatives à l'évaluation des incidences sur l'environnement en application de la loi du 20 janvier 1999 visant la protection du milieu marin dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique. La décision de l'irrecevabilité ne porte aucun préjudice à l'application par l'administration de l'article 15 de l'arrêté précité.

§ 3. Une demande est également déclarée irrecevable lors de demandes incomplètes répétées, comme prévu à l'article 15, § 2.

Art. 15. § 1. L'administration passe immédiatement à l'examen du caractère complet et de la recevabilité de la demande et transmet la demande et son avis sur celle-ci au ministre.

§ 2. Lorsque la demande est incomplète au sens de l'article 14, § 1, le ministre notifie sa décision à ce sujet au demandeur dans un délai maximum de vingt jours à dater de la notification suivant l'article 12 au demandeur, avec mention des données manquantes. Le demandeur notifie les données manquantes à l'administration. Sur ce, l'administration vérifie immédiatement si la demande est dès lors complète.

Si la demande reste incomplète, le ministre notifie dans un délai maximum de quinze jours à dater de la notification des données manquantes à l'administration suivant l'article 12 sa décision d'irrecevabilité eu égard à la soumission répétée d'informations incomplètes, avec mention des données manquantes au demandeur.

§ 3. Lorsque la demande est irrecevable au sens de l'article 14, § 2, le ministre notifie la décision à ce sujet dans un délai maximum de vingt jours à dater de la notification suivant l'article 12 au demandeur. La décision mentionne la raison de l'irrecevabilité.

§ 4. Lorsque la demande est complète et recevable, le ministre le notifie au demandeur dans une attestation confirmant cette décision dans le délai applicable conformément aux §§ 2 et 3.

§ 5. Lorsque le ministre n'a pas notifié de décision avant l'expiration du délai applicable, la demande est tenue pour complète et recevable le jour qui suit l'expiration de ce délai.

Art. 13. § 1. Iedere aanvraag omvat minstens :

1° naam, voornamen, beroep, woonplaats en nationaliteit van de aanvrager;

2° een identificatie van de voorgenomen activiteit;

3° als de aanvrager een vennootschap is, haar statuten en de stukken tot staving van de volmachten van de ondertekenaars van de aanvraag;

4° referenties die de financiële en economische draagkracht van de aanvrager aantonen en meer bepaald één of meer van de volgende referenties :

passende bankverklaringen, balansen, uittreksels uit balansen of jaarrekeningen van de onderneming, en

een verklaring betreffende de totale omzet en de omzet in werken van de onderneming over de laatste drie boekjaren;

indien de aanvrager aannemelijk kan maken dat hij niet in staat is de gevraagde referenties over te leggen, kan het bestuur hem toestaan zijn economische en financiële draagkracht aan te tonen met andere documenten die het geschikt acht;

5° een milieu-effectenrapport zoals bedoeld in artikel 28 van de wet.

De minister kan de lijst van de gegevens en documenten die bij de aanvraag moeten worden gevoegd, uitbreiden met bijkomende gegevens en documenten.

§ 2. Wanneer de aanvraag een verandering betreft, kan de aanvrager met het oog op de toepassing van artikel 25 in de aanvraag aanvoeren dat de verandering in aanmerking komt voor een wijzigingsvergunning of wijzigingsmachtiging dan wel een herzieningsvergunning of herzieningsmachtiging.

Art. 14. § 1. Een aanvraag is onvolledig wanneer gegevens of documenten ontbreken die vereist zijn op grond van artikel 13, § 1, eerste lid, 1° tot en met 4°, en lid 2.

§ 2. Een aanvraag is onontvankelijk wanneer zij niet het vereiste milieu-effectenrapport omvat of wanneer deze kennelijk de gegevens of documenten niet of op onvoldoende wijze omvat bedoeld in artikelen 8 tot 11 van het koninklijk besluit van... houdende de regels betreffende de milieueffectenbeoordeling in toepassing van de wet van 20 januari 1999 ter bescherming van het mariene milieu in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België. De beslissing tot ontvankelijkheid doet geen afbreuk aan de toepassing door het bestuur van artikel 15 van voormeld besluit.

§ 3. Een aanvraag wordt ook onontvankelijk verklaard bij herhaalde onvolledigheid zoals bedoeld in artikel 15, § 2.

Art. 15. § 1. Het bestuur gaat onverwijld over tot het onderzoek van de volledigheid en ontvankelijkheid van de aanvraag en zendt de aanvraag samen met zijn desbetreffend advies naar de minister.

§ 2. Wanneer de aanvraag onvolledig is in de zin van artikel 14, § 1, betekent de minister zijn beslissing terzake, binnen een termijn van hoogstens twintig dagen te rekenen vanaf de betekening bedoeld in artikel 12, aan de aanvrager met aanduiding van de ontbrekende gegevens. De aanvrager betekent de ontbrekende gegevens aan het bestuur. Hierop onderzoekt het bestuur onverwijld of de aanvraag nu volledig is en zendt zijn advies terzake aan de minister.

Wanneer de aanvraag onvolledig blijft, betekent de minister, binnen een termijn van hoogstens vijftien dagen te rekenen vanaf de betekening van de ontbrekende gegevens aan het bestuur, zijn beslissing van onontvankelijkheid wegens herhaalde onvolledigheid, met aanduiding van de ontbrekende gegevens, aan de aanvrager.

§ 3. Wanneer de aanvraag onontvankelijk is in de zin van artikel 14, § 2, betekent de minister zijn beslissing terzake, binnen een termijn van hoogstens twintig dagen te rekenen vanaf de betekening bedoeld in artikel 12, aan de aanvrager. De beslissing vermeldt de reden van onontvankelijkheid.

§ 4. Wanneer de aanvraag volledig en ontvankelijk is, betekent de minister dit aan de aanvrager binnen de overeenkomstig §§ 2 en 3 toepasselijke termijn in een attest ter bevestiging hiervan.

§ 5. Wanneer de minister geen beslissing aan de aanvrager betekent vóór het verstrijken van de toepasselijke termijn, wordt de aanvraag geacht volledig en ontvankelijk te zijn op de dag na het verstrijken van deze termijn.

Art. 16. L'attestation confirmant que la demande est complète et recevable, mentionne la rétribution qui sera due pour l'évaluation des incidences de l'activité ou de la transformation projetées sur l'environnement en application de l'arrêt d'exécution de l'article 30 de la loi.

Lorsque la demande est tacitement considérée comme complète et recevable conformément à l'article 15, § 5, la rétribution due se limite aux frais d'ouverture de dossier, à l'exclusion des frais administratifs subséquents et des frais d'enquête est établie par l'administration et notifiée au demandeur.

Art. 17. Le délai pour le traitement de la demande prend cours à la notification à l'administration par le demandeur de la preuve du paiement de la rétribution.

Sous-section II. — L'enquête et l'avis sur la demande

Art. 18. § 1. Dans un délai maximum de quinze jours à dater de la prise de cours, suivant l'article 187 du délai de traitement de la demande, celle-ci est publiée par l'administration au *Moniteur belge*.

La publication comprend l'identité du demandeur et un bref aperçu de l'activité projetée, des incidences possibles sur le milieu marin et des risques de pollution accidentelle. Elle mentionne les jours et heures durant lesquels la demande peut être consultée à l'administration. Elle indique la date du début du délai de traitement de la demande prévue à l'article 17.

Tout intéressé peut notifier ses points de vue, remarques et objections à l'administration dans un délai de soixante jours à dater du début du délai de traitement de la demande prévu à l'article 17.

§ 2. Du quinzième au quarante-cinquième jour à dater du début du délai de traitement de la demande prévu à l'article 17, la demande peut être consultée à l'administration du lundi au vendredi inclus, sauf les jours fériés, à raison d'au moins une demi-journée par jour.

Sans être une formalité substantielle dont le non respect pourrait mettre la légalité de la décision du ministre en cause, l'administration sollicite auprès des communes du littoral que s'assure que la demande y soit consultable dans toutes les communes de la côte, du lundi au vendredi inclus, sauf les jours fériés, à raison d'au moins une demi-journée par jour.

L'administration peut mettre pour consultation l'étude d'incidences sur son site internet sans que ceci soit une formalité substantielle dont le non respect pourrait mettre la légalité de la décision du ministre en cause.

Art. 19. § 1. Lorsque la demande concerne une activité à dimension transfrontière, l'administration en adresse un exemplaire aux autorités compétentes d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'une Partie contractante de la Convention d'Espoo dans les cas où elle a constaté que, dans cet Etat membre ou cette Partie Contractante, l'activité projetée peut avoir des effets importants sur l'homme ou sur l'environnement ainsi que dans les cas où les autorités compétentes de cet Etat membre ou de cette Partie contractante en font la demande parce qu'il est vraisemblable que l'activité projetée y aura des effets importants.

A la demande ainsi adressée sont jointes des informations sur le déroulement de la procédure, en particulier les délais et les décisions éventuelles auxquelles peuvent mener la demande.

§ 2. La transmission a lieu, suivant le cas, immédiatement après la prise de cours, prévue à l'article 17, du délai de traitement de la demande ou immédiatement après la réception de la requête de transmission de la demande. Une demande de transmission de la demande peut être introduite jusqu'au soixantième jour à compter de la prise de cours, suivant l'article 17, du délai de traitement de la demande.

Dans un délai maximum de nonante jours à dater de la prise de cours, suivant l'article 17, du délai de traitement de la demande, les autorités compétentes et les intéressés civils des Etats membres et Parties contractantes précités peuvent notifier à l'administration leurs points de vue, remarques et objections sur la demande.

Art. 16. Het attest waaruit blijkt dat de aanvraag volledig en ontvankelijk is, vermeldt de retributie die is verschuldigd voor de milieu effectenbeoordeling van de voorgenomen activiteit of verandering in toepassing van het besluit tot uitvoering van artikel 30 van de wet.

Indien de aanvraag stilzwijgend als volledig en ontvankelijk wordt beschouwd conform artikel 15, § 5, wordt de retributie door het bestuur vastgesteld en betekent aan de aanvrager.

Art. 17. De termijn voor het behandelen van de aanvraag gaat in bij de betekening door de aanvrager aan het bestuur van het bewijs van betaling van de retributie.

Onderafdeling II. — Het onderzoek en de advisering van de aanvraag

Art. 18. § 1. Binnen een termijn van hoogstens vijftien dagen te rekenen vanaf de aanvang, krachtens artikel 17, van de termijn voor het behandelen van de aanvraag, wordt de aanvraag door het bestuur bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

De bekendmaking omvat de identiteit van de aanvrager en een beknopte beschrijving van de voorgenomen activiteit, van de te verwachten effecten op het mariene milieu en van de risico's voor accidentele verontreiniging. Zij vermeldt de dagen en uren waarop de aanvraag ter inzage ligt bij het bestuur. Zij maakt melding van de datum waarop de in artikel 17 voorziene termijn voor behandeling van de aanvraag aanvangt.

Binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de aanvang, krachtens artikel 17, van de termijn voor het behandelen van de aanvraag, kan iedere belanghebbende zijn standpunten, opmerkingen en bezwaren betekenen aan het bestuur.

§ 2. Van de vijftiende tot de vijfenveertigste dag te rekenen vanaf de aanvang, krachtens artikel 17, van de termijn voor het behandelen van de aanvraag, ligt de aanvraag van maandag tot en met vrijdag, uitgezonderd feestdagen, elke dag gedurende minstens een halve dag ter inzage bij het bestuur.

Zonder dat dit een substantiële vormvereiste is waarvan de niet naleving de wettigheid van de beslissing van de minister in het gedrang zou kunnen brengen, verzoekt het bestuur alle kustgemeentes de aanvraag van maandag tot en met vrijdag, uitgezonderd feestdagen, elke dag gedurende minstens een halve dag ter inzage te leggen.

Het bestuur kan het milieu-effectenrapport ter inzage stellen op haar website zonder dat dit een substantiële vormvereiste is waarvan de niet naleving de wettigheid van de beslissing van de minister in het gedrang zou kunnen brengen.

Art. 19. § 1. Wanneer de aanvraag een activiteit met grensoverschrijdende dimensie betreft, zendt het bestuur een exemplaar van de aanvraag naar de bevoegde overheden van een lid-Staat van de Europese Unie of Verdragsluitende Partij bij het Verdrag van Espoo in de gevallen waar door het bestuur is vastgesteld dat de voorgenomen activiteit aanzienlijke effecten kan hebben op de mens of het milieu in deze lid-Staat of Verdragsluitende Partij en in de gevallen waar de bevoegde overheden van deze lid-Staat of Verdragsluitende Partij hierom verzoeken omdat de voorgenomen activiteit er vermoedelijk aanzienlijke effecten zal hebben.

Bij de aldus verzonden aanvraag worden inlichtingen gevoegd inzake het verdere verloop van de procedure, inzonderheid de termijnen en de mogelijke beslissingen waartoe een aanvraag kan leiden.

§ 2. De doorzending gebeurt, al naargelang van het geval, onmiddellijk na de aanvang, krachtens artikel 17, van de termijn voor het behandelen van de aanvraag of onmiddellijk na ontvangst van het verzoek tot doorzending van de aanvraag. Een verzoek tot doorzending van de aanvraag kan gebeuren tot de zestigste dag te rekenen vanaf de aanvang krachtens artikel 17 van de termijn voor het behandelen van de aanvraag.

Binnen een termijn van hoogstens negentig dagen te rekenen vanaf de aanvang, krachtens artikel 17, van de termijn voor het behandelen van de aanvraag, kunnen de bevoegde overheden en burgers-belanghebbenden van de voornoemde lidstaten en Verdragsluitende Partijen hun standpunten, opmerkingen en bezwaren inzake de aanvraag betekenen aan het bestuur.

Dans un délai maximum de nonante jours à dater de la prise de cours, suivant l'article 17, du délai de traitement de la demande, a lieu avec les autorités compétentes de ces Etats membres et Parties contractantes mentionnés ci-avant, une concertation sur les effets transfrontière potentiels de l'activité et sur les mesures qui sont à prendre en considération pour les réduire ou les supprimer.

Art. 20. § 1. Dans un délai maximum de cent-vingt jours à dater de la prise de cours, suivant l'article 17, du délai de traitement de la demande, l'administration transmet la demande et son avis sur celle-ci au ministre.

§ 2. Dans les cas où l'examen de la demande et la remise d'avis l'exigent, le délai prévu pour la remise de l'avis peut être prolongé une fois. Le délai prolongé est fixé à un maximum de cent quatre vingts jours à dater de la prise de cours, suivant l'article 17, du délai de traitement de la demande. Le ministre décide de la prolongation à la requête de l'administration. La décision de prolonger est notifiée au demandeur avant l'expiration du délai initialement prévu pour la remise d'avis.

Art. 21. Lors de la formulation de son avis, l'administration tient compte entre autres :

1° des objectifs et principes généraux de la loi, en particulier le principe de prévention, le principe de précaution et le principe de la gestion durable;

2° des résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement visée à l'article 28 de la loi;

3° des points de vue, objections et remarques introduits conformément à l'article 18;

4° le cas échéant, des points de vue, objections et remarques introduits conformément à l'article 19 et de la concertation intervenue en application de l'article 19.

L'administration peut encore demander des données complémentaires.

Art. 22. Pour autant que l'administration estime que certaines conditions d'application doivent être imposées, elle mentionne ces conditions dans un document distinct annexé à son avis.

Lorsque la demande concerne une transformation, l'administration mentionne dans son avis si elle estime indiqué de délivrer un permis ou une autorisation de modification ou un permis ou une autorisation de révision.

Sous-section III. — La décision

Art. 23. § 1. Dans un délai maximum de centcinquante jours à dater de la prise de cours, suivant l'article 187, du délai de traitement de la demande, le ministre notifie au demandeur son projet d'arrêté relatif à l'octroi ou au refus du permis ou de l'autorisation.

Dans un délai maximum de cent soixante-cinq jours à dater de la prise de cours, suivant l'article 17, du délai de traitement de la demande, le demandeur peut notifier ses remarques motivées au ministre.

Dans un délai maximum de cent quatre-vingt jours à dater de la prise de cours, suivant l'article 17, du délai de traitement de la demande et après avoir pris connaissance des éventuelles remarques du demandeur, le ministre notifie sa décision à celui-ci.

§ 2. Dans les cas où le délai d'avis est prolongé conformément à l'article 20, § 2, les trois délais ci-dessus sont portés respectivement à un maximum de deux cent dix, un maximum de deux cent vingt-cinq et un maximum de deux cent quarante jours à dater de la prise de cours, suivant l'article 17, du délai de traitement de la demande.

§ 3. Dans les cas visés à l'article 19, le ministre notifie également sa décision aux autorités compétentes des Etats membres et/ou Parties Contractantes mentionnés ci-avant. La notification se fait simultanément avec la notification de la décision au demandeur.

Binnen een termijn van hoogstens negentig dagen te rekenen vanaf de aanvang, krachtens artikel 17, van de termijn voor het behandelen van de aanvraag, wordt overleg gepleegd met de bevoegde overheden van deze lid-Staten en Verdragsluitende Partijen over de potentiële grensoverschrijdende effecten van de activiteit en over de te overwegen maatregelen om die effecten te beperken of teniet te doen.

Art. 20. § 1. Binnen een termijn van hoogstens honderd twintig dagen te rekenen vanaf de aanvang, krachtens artikel 17, van de termijn voor het behandelen van de aanvraag, zendt het bestuur de aanvraag samen met zijn desbetreffend advies naar de minister.

§ 2. In de gevallen waar het onderzoek en de advisering van de aanvraag zulks vergen, kan de adviestertermijn eenmalig worden verlengd. De verlengde termijn bedraagt hoogstens honderdtachtig dagen te rekenen vanaf de aanvang, krachtens artikel 17, van de termijn voor het behandelen van de aanvraag. De minister neemt de verlengingsbeslissing op aanvraag van het bestuur. De verlengingsbeslissing wordt aan de aanvrager betekend binnen de oorspronkelijke adviestertermijn.

Art. 21. Bij het formuleren van zijn advies houdt het bestuur onder meer rekening met :

1° de algemene doelstellingen en beginselen van de wet, in het bijzonder het beginsel van het preventief handelen, het voorzorgsbeginsel en het beginsel van duurzaam beheer;

2° de resultaten van de milieu-effectenbeoordeling bedoeld in artikel 28 van de wet;

3° de standpunten, bezwaren en opmerkingen ingediend conform artikel 18;

4° in voorkomend geval, de standpunten, bezwaren en opmerkingen ingediend en het overleg gepleegd in toepassing van artikel 19.

Het bestuur kan de aanvrager steeds om aanvullende gegevens vragen.

Art. 22. Voorzover het bestuur meent dat bepaalde gebruiksvoorwaarden moeten worden opgelegd, vermeldt het deze voorwaarden in een aparte bijlage bij zijn advies.

Wanneer de aanvraag een verandering betreft, vermeldt het bestuur in zijn advies of het een wijzigingsvergunning of wijzigingsmachtiging dan wel een herzieningsvergunning of herzieningsmachtiging aangevoerd.

Onderafdeling III. — De beslissing

Art. 23. § 1. Binnen een termijn van hoogstens honderd vijftig dagen na de aanvang, krachtens artikel 17, van de termijn voor het behandelen van de aanvraag, betekent de minister aan de aanvrager zijn ontwerp van besluit omtrent het verlenen of het weigeren van de vergunning of de machtiging.

Binnen een termijn van hoogstens honderd vijfenzeftig dagen na de aanvang, krachtens artikel 17, van de termijn voor het behandelen van de aanvraag, kan de aanvrager zijn gemotiveerde opmerkingen aan de minister betekenen.

Binnen een termijn van hoogstens honderd tachtig dagen na de aanvang, krachtens artikel 17, van de termijn voor het behandelen van de aanvraag en na kennis te hebben genomen van de eventuele opmerkingen van de aanvrager, betekent de minister zijn beslissing aan de aanvrager.

§ 2. In de gevallen waar de adviestertermijn is verlengd conform artikel 20, § 2, bedragen de drie voormelde termijnen respectievelijk hoogstens tweehonderd en tien, hoogstens tweehonderd vijftentwintig en hoogstens tweehonderd veertig dagen na de aanvang, krachtens artikel 17, van de termijn voor het behandelen van de aanvraag.

§ 3. In de gevallen bedoeld in artikel 19 betekent de minister de beslissing eveneens aan de bevoegde overheden van de voormelde lid-Staten en/of Verdragsluitende Partijen. De betekening gebeurt gelijktijdig met de betekening van de beslissing aan de aanvrager.

Art. 24. Lors de l'examen de toute demande, le ministre tient compte entre autres :

1° des objectifs et principes généraux de la loi, en particulier le principe de prévention, le principe de précaution et le principe de gestion durable;

2° des résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement visée à l'article 28 de la loi.

Il peut toujours requérir du demandeur des données complémentaires.

Art. 25. Lorsque la demande concerne une transformation et que le ministre juge que cette transformation n'est pas substantielle et n'a pas de répercussion importante sur l'activité permise ou autorisée, il octroie, au cas où il souhaite ou désire accorder un permis ou une autorisation, un permis de modification ou une autorisation de modification.

Lorsque le ministre juge que la transformation est substantielle ou a des répercussions importantes sur l'activité faisant l'objet du permis ou de l'autorisation, il octroie, au cas où il désire accorder un permis ou une autorisation, un permis de révision ou une autorisation de révision.

Le choix du ministre entre l'une ou l'autre possibilité est dûment motivé.

Art. 26. Le ministre peut rattacher à l'usage du permis ou de l'autorisation toute condition d'application qu'il juge nécessaire à la protection du milieu marin.

Art. 27. Lors de l'examen de la demande, le ministre peut, entre autres, prendre en considération les données suivantes et imposer des conditions d'application en la matière :

1° l'expertise requise du titulaire du permis ou de l'autorisation et de son personnel;

2° la solvabilité du titulaire du permis ou de l'autorisation;

3° le respect, par le passé, de la législation relative à l'environnement par le titulaire du permis ou de l'autorisation, en particulier la législation visant la protection du milieu marin.

Art. 28. Le ministre peut rattacher l'usage du permis ou de l'autorisation à la mise en œuvre de réparations en bénéfices environnementaux pour compenser les incidences négatives de l'activité.

Art. 29. Le ministre peut imposer comme condition d'application l'obligation, pour le titulaire du permis ou de l'autorisation, de garantir qu'un plan d'urgence pour des risques particuliers de pollution accidentelle soit à tout moment disponible pendant l'exercice de l'activité. Un plan d'urgence pour un risque particulier comprend au moins :

1° la procédure à suivre pour signaler une pollution accidentelle ou la menace d'une pollution accidentelle à l'autorité désignée à cet effet dans le permis ou l'autorisation;

2° une description détaillée des mesures que les personnes présentes sur les lieux à l'ordre du titulaire du permis ou de l'autorisation doivent prendre immédiatement pour prévenir la pollution résultant de l'incident, la circonscrire ou la combattre;

3° les procédures et les personnes à contacter sur les lieux, pour assurer la coordination entre les mesures sur les lieux et les mesures prises par l'autorité pour combattre la pollution.

Le plan d'urgence est communiqué à l'administration.

Art. 30. Le ministre peut imposer des conditions qui doivent être remplies au terme de l'activité.

Art. 24. Bij het beoordelen van elke aanvraag houdt de minister onder meer rekening met :

1° de algemene doelstellingen en beginselen van de wet, in het bijzonder het beginsel van het preventief handelen, het voorzorgsbeginsel en het beginsel van duurzaam beheer;

2° de resultaten van de milieu-effectenbeoordeling bedoeld in artikel 28 van de wet.

Hij kan de aanvrager steeds om aanvullende gegevens vragen.

Art. 25. Wanneer de aanvraag een verandering betreft en de minister oordeelt dat de verandering niet substantieel is en geen belangrijke weerslag heeft op de vergunde of gemachtigde activiteit, verleent hij, in het geval waarin hij een vergunning of machtiging wil toekennen, een wijzigingsvergunning of wijzigingsmachtiging.

Wanneer de minister oordeelt dat de verandering substantieel is of een belangrijke weerslag heeft op de vergunde of gemachtigde activiteit, verleent hij, in de gevallen waarin hij een vergunning of machtiging wil toekennen, een herzieningsvergunning of herzieningsmachtiging.

De keuze van de minister tussen de ene of de andere mogelijkheid is met redenen omkleed.

Art. 26. De minister kan aan het gebruik van de vergunning of machtiging alle gebruiksvoorwaarden verbinden die hij nuttig acht ter bescherming van het mariene milieu.

Art. 27. Bij het beoordelen van de aanvraag kan de minister onder meer de volgende gegevens in acht nemen en terzake gebruiksvoorwaarden stellen :

1° de vereiste deskundigheid van de vergunninghouder of machtinghouder en zijn personeel;

2° de solvabiliteit van de vergunninghouder of machtinghouder;

3° de naleving, in het verleden, van de milieuwetgeving door de vergunninghouder of machtinghouder, inzonderheid de wetgeving ter bescherming van het mariene milieu.

Art. 28. De minister kan het gebruik van de vergunning of machting verbinden aan het uitvoeren van compensaties in milieuvoordelen voor de nadelige effecten van de activiteit.

Art. 29. De minister kan als gebruiksvoorwaarde opleggen dat de vergunninghouder of machtinghouder bij het uitoefenen van de activiteit dient te waarborgen dat een noodplan voor bijzondere risico's voor accidentele verontreiniging op elk ogenblik tijdens de uitoefening van de activiteiten beschikbaar is. Een noodplan voor een bijzonder risico omvat ten minste :

1° de procedure die moet worden gevolgd voor het melden van een accidentele verontreiniging of dreigende accidentele verontreiniging aan de overheid hiertoe aangeduid in de vergunning of machting;

2° een gedetailleerde omschrijving van de maatregelen die onmiddellijk dienen te worden genomen door de personen die in opdracht van de vergunninghouder of machtinghouder ter plekke aanwezig zijn, om de verontreiniging als gevolg van het voorval te voorkomen, te beperken of te bestrijden;

3° de procedures en de contactpersonen ter plekke voor de coördinatie tussen maatregelen ter plekke en maatregelen van de overheid ter bestrijding van de verontreiniging.

Het noodplan wordt meegedeeld aan het bestuur.

Art. 30. De minister kan voorwaarden opleggen die bij het einde van de activiteit nagekomen moeten worden.

Art. 31. Le ministre peut imposer au titulaire du permis ou de l'autorisation de contracter une assurance pour couvrir des risques de pollution accidentelle particuliers et d'en notifier une copie à l'administration avant la mise en application du permis ou de l'autorisation.

Le ministre peut également imposer au titulaire du permis ou de l'autorisation de fournir une garantie financière pour des aspects particuliers de l'activité projetée et d'en notifier la preuve à l'administration avant la mise en application du permis ou de l'autorisation. La garantie financière peut prendre la forme d'une garantie bancaire constituée sur simple demande, d'une caution ou d'une hypothèque. Lorsque le permis ou l'autorisation contiennent des conditions d'application conformément à l'article 30, le ministre doit obliger le titulaire du permis ou de l'autorisation à fournir une garantie financière portant sur le respect de ces conditions.

Art. 32. La décision du ministre est motivée. Elle mentionne notamment les raisons pour lesquelles des avis et remarques contraires ont été rejetés. Elle se réfère aux objectifs et principes généraux de la loi et aux résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement relative à la demande.

Art. 33. Le ministre refuse de délivrer un permis ou une autorisation lorsque l'activité en question causerait, malgré l'imposition et le respect de conditions d'application, un préjudice inacceptable au milieu marin.

Art. 34. La décision est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

Les intéressés peuvent consulter la décision auprès de l'administration. La consultation s'opère sur demande écrite notifiée à l'administration.

Section III. — La procédure simplifiée

Art. 35. Les articles 12 à 16, 21 et 22, 24 à 33 sont d'application par concordance, sauf en ce qui concerne les délais maximum de vingt jours mentionnés à l'article 15.

Art. 36. Les délais maximum de vingt jours mentionnés à l'article 15 sont portés à des délais maximum de quinze jours à dater de la notification suivant l'article 12.

Art. 37. Le délai pour le traitement de la demande prend cours à la notification par le demandeur à l'administration de la preuve de paiement de la rétribution mentionnée à l'article 30 de la loi.

Art. 38. § 1^{er}. Dans un délai maximum de trente jours à dater de la prise de cours, suivant l'article 37, du délai de traitement de la demande, l'administration transmet la demande avec son avis sur celle-ci au ministre.

Dans un délai maximum de quarante-cinq jours à dater de la prise de cours, suivant l'article 37, du délai de traitement de la demande, le ministre notifie au demandeur sa décision d'octroi ou de refus du permis ou de l'autorisation.

§ 2. Dans le cas où l'examen de la demande et l'élaboration de l'avis l'exigent, le délai d'avis peut être prolongé une fois. Le délai prolongé atteint au maximum quatre-vingts jours à dater de la prise de cours, suivant l'article 37, du délai de traitement de la demande. Le ministre décide de la prolongation à la requête de l'administration. La décision est notifiée au demandeur avant l'expiration du délai initial.

Dans les cas où le délai d'avis est prolongé, le ministre notifie au demandeur sa décision d'octroi ou de refus du permis ou de l'autorisation dans un délai maximum de nonante-cinq jours à dater de la prise de cours, suivant l'article 37, du délai de traitement de la demande.

Art. 31. De minister kan opleggen dat de vergunninghouder of machtiginghouder een verzekering moet aangaan inzake bepaalde risico's voor accidentele verontreiniging en kopie van deze verzekering moet betekenen aan het bestuur voorafgaandelijk aan de ingebruikneming van de vergunning of machtiging.

De minister kan eveneens opleggen dat de vergunninghouder of machtiginghouder voor bepaalde aspecten van de voorgenomen activiteit een financiële zekerheid moet stellen en het bewijs hiervan moet betekenen aan het bestuur voorafgaandelijk aan de ingebruikneming van de vergunning of machtiging. De financiële zekerheid kan de vorm aannemen van een bankgarantie op eerste verzoek, van een borgsom of van een hypotheek. Wanneer de vergunning of machtiging gebruiksvoorwaarden bevat conform artikel 30 moet de minister de vergunninghouder of machtiginghouder verplichten tot het stellen van een financiële zekerheid tot voldoening van deze voorwaarden.

Art. 32. De beslissing van de minister is met redenen omkleed. Zij duidt met name de redenen aan waarom afwijkende adviezen en opmerkingen worden verworpen. Zij verwijst naar de algemene doelstellingen en beginselen van de wet en naar de resultaten van de milieu-effectenbeoordeling inzake de aanvraag.

Art. 33. De minister weigert een vergunning of machtiging te verlenen wanneer de betrokken activiteit een onaanvaardbaar nadeel zou berokkenen aan het mariene milieu en dit ondanks het opleggen en het naleven van gebruiksvoorwaarden.

Art. 34. De beslissing wordt bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Belanghebbenden kunnen het besluit inzien bij het bestuur. Inzage gebeurt op schriftelijk verzoek gericht tot het bestuur.

Afdeling III. — De vereenvoudigde procedure

Art. 35. De artikelen 12 tot en met 16, 21 en 22, 24 tot en met 33 zijn van overeenkomstige toepassing, behalve wat betreft de in artikel 15 vermelde termijnen van hoogstens twintig dagen.

Art. 36. De termijnen van hoogstens twintig dagen vermeld in artikel 15 worden gebracht op termijnen van hoogstens vijftien dagen te rekenen vanaf de betekening bedoeld in artikel 12.

Art. 37. De termijn voor het behandelen van de aanvraag gaat in bij de betekening door de aanvrager aan het bestuur van het bewijs van betaling van de retributie bedoeld in artikel 30 van de wet.

Art. 38. § 1. Binnen een termijn van hoogstens dertig dagen te rekenen vanaf de aanvang, krachtens artikel 37, van de termijn voor het behandelen van de aanvraag, zendt het bestuur de aanvraag samen met zijn desbetreffend advies naar de minister.

Binnen een termijn van hoogstens vijfenveertig dagen te rekenen vanaf de aanvang, krachtens artikel 37, van de termijn voor het behandelen van de aanvraag, betekent de minister aan de aanvrager zijn besluit omtrent het verlenen of het weigeren van de vergunning of de machtiging.

§ 2. In de gevallen waar het onderzoek en de advisering van de aanvraag zulks vergen, kan de adviestermijn eenmalig worden verlengd. De verlengde termijn bedraagt hoogstens tachtig dagen te rekenen vanaf de aanvang, krachtens artikel 37, van de termijn voor het behandelen van de aanvraag. De minister neemt de verlengingsbeslissing op aanvraag van het bestuur. De verlengingsbeslissing wordt aan de aanvrager betekend binnen de oorspronkelijke advies-termijn.

In de gevallen waar de adviestermijn is verlengd, betekent de minister aan de aanvrager zijn besluit omtrent het verlenen of het weigeren van de vergunning of de machtiging binnen een termijn van hoogstens vijfennegentig dagen te rekenen vanaf de aanvang, krachtens artikel 37, van de termijn voor het behandelen van de aanvraag.

CHAPITRE III. — *Aspects portant sur le contenu du permis et de l'autorisation et obligations générales du titulaire du permis ou de l'autorisation*

Art. 39. Tout permis ou autorisation mentionne au moins :

- 1° l'identité du titulaire du permis ou de l'autorisation;
- 2° l'identification de l'activité faisant l'objet du permis ou de l'autorisation;
- 3° la période pour laquelle l'activité a obtenu le permis ou l'autorisation;
- 4° le délai de mise en application du permis ou de l'autorisation;
- 5° dans une annexe séparée à l'arrêté, les conditions d'application imposées.

Art. 40. § 1. Les permis et autorisations octroyés suivant la procédure avec consultation ne peuvent être cédés valablement qu'avec l'accord du ministre, notifié par l'administration au titulaire qui souhaite céder le permis ou l'autorisation.

A moins qu'il n'en soit disposé autrement dans le permis ou l'autorisation, le permis et l'autorisation octroyés suivant la procédure simplifiée peuvent être cédés de commun accord entre le titulaire du permis ou de l'autorisation et la personne intéressée. Le titulaire qui cède le permis ou l'autorisation et le nouveau titulaire doivent notifier la cession à l'administration dans une communication conjointe.

§ 2. L'identité du nouveau titulaire est inscrite au permis ou à l'autorisation avec mention de la date à laquelle, selon le cas, l'accord du ministre ou la communication à l'administration ont été notifiés. L'inscription intervient dans un délai de quinze jours à partir de la notification en question.

Art. 41. § 1. Un permis est octroyé pour une période de maximum vingt ans.

Une autorisation est attribuée pour la période nécessaire pour mener l'activité autorisée à bonne fin. Cette période de validité est d'au maximum cinq ans avec, exceptionnellement, une prolongation unique de maximum cinq ans. Le ministre prend la décision de prolongation avant l'expiration de la période de validité initiale et sur demande du titulaire de l'autorisation. Le titulaire motive sa demande et la notifie à l'administration.

§ 2. Le délai de validité du permis ou de l'autorisation prend cours au moment de la notification au demandeur de la décision qui lui attribue le permis ou l'autorisation.

Toutefois, lorsqu'en vertu de la loi ou d'une autre réglementation l'exercice de l'activité faisant l'objet du permis ou de l'autorisation requiert un ou plusieurs permis ou autorisations complémentaires, le permis ou l'autorisation qui ont été notifiés restent suspendus jusqu'à ce que chacun des permis et autorisations complémentaires aient été octroyés et qu'il en ait été donné connaissance conformément à la législation applicable. Si un des permis ou autorisations complémentaires requis est définitivement refusé, le permis ou l'autorisation qui ont été notifiés expirent le jour où il est donné connaissance de ce refus.

Art. 42. Le délai de mise en application du permis ou de l'autorisation est de sept jours à quatre ans. Il prend cours le même jour que le délai de validité du permis ou de l'autorisation, sauf stipulé autrement dans le permis ou autorisation.

Dans les cas prévus à l'article 310, la mise en application ne peut avoir lieu valablement que si l'assurance imposée a été obtenue ou la garantie financière constituée.

Art. 43. Conformément aux articles 29, 30 et 31 de la loi, chaque titulaire de permis ou d'autorisation est tenu de payer la rétribution due pour les programmes de surveillance de l'activité faisant l'objet du permis ou de l'autorisation, pour les examens continus de ses incidences sur l'environnement et pour l'évaluation de ces incidences. La décision d'octroi de permis ou d'autorisation mentionne explicitement cette obligation comme condition d'application du permis ou de l'autorisation.

HOOFDSTUK III. — *Inhoudelijke aspecten van vergunning en machtiging en algemene verplichtingen van vergunninghouder en machtiginghouder*

Art. 39. Elke vergunning of machtiging vermeldt minstens :

- 1° de identiteit van de vergunninghouder of machtiginghouder;
- 2° de identificatie van de vergunde of gemachtigde activiteit;
- 3° de termijn waarvoor de activiteit werd vergund of gemachtigd;
- 4° de termijn voor ingebruikneming van de vergunning of machtiging;
- 5° in een aparte bijlage bij het besluit, de opgelegde gebruiksvoorwaarden.

Art. 40. § 1. Een vergunning en een machtiging die zijn verleend met toepassing van de procedure met inspraak kunnen slechts geldig worden overgedragen mits formele en uitdrukkelijke instemming van de minister, betekend door het bestuur aan de vergunninghouder of machtiginghouder die de vergunning of machtiging wil overdragen.

Tenzij in de vergunning of machtiging anders is bepaald, kunnen een vergunning en een machtiging die zijn verleend met toepassing van de vereenvoudigde procedure worden overgedragen in onderlinge overeenstemming tussen de vergunninghouder of machtiginghouder en een gegadigde persoon. De vergunninghouder of machtiginghouder die de vergunning of machtiging overdraagt en de nieuwe vergunninghouder of machtiginghouder moeten de overdracht in een gezamenlijke mededeling betekenen aan het bestuur.

§ 2. De identiteit van de nieuwe vergunninghouder of machtiginghouder wordt ingeschreven in de vergunning of machtiging met vermelding van de datum waarop, naargelang van het geval, voornoemde instemming is betekend of betekening is gebeurd. De inschrijving gebeurt binnen een termijn van vijftien dagen na de betrokken betekening.

Art. 41. § 1. Een vergunning wordt verleend voor een termijn van hoogstens twintig jaar.

Een machtiging wordt verleend voor de termijn vereist voor de voltooiing van de gemachtigde activiteit. Deze geldingstermijn bedraagt hoogstens vijf jaar, uitzonderlijk en eenmalig verlengbaar met een bijkomende termijn van hoogstens vijf jaar. De minister neemt de verlengingsbeslissing binnen de oorspronkelijke geldingstermijn van de machtiging en op aanvraag van de machtiginghouder. De machtiginghouder motiveert de aanvraag en betekent ze aan het bestuur.

§ 2. De geldingstermijn van de vergunning of machtiging gaat in bij de betekening aan de aanvrager van de beslissing waarbij de vergunning of machtiging wordt verleend.

Wanneer evenwel voor de vergunde of gemachtigde activiteit één of meer bijkomende vergunningen of machtigingen zijn vereist op grond van de wet of andere wetgeving, blijft een betekende vergunning of machtiging geschorst totdat iedere bijkomend vereiste vergunning en machtiging is verleend en kennisgeving ervan overeenkomstig de toepasselijke wetgeving is gebeurd. Indien een van de bijkomend vereiste vergunningen of machtigingen definitief is geweigerd, vervalt de betekende vergunning of machtiging op de dag van de kennisgeving van deze weigering.

Art. 42. De termijn voor ingebruikneming van een vergunning of machtiging bedraagt tussen de zeven dagen en de vier jaar. Hij gaat in op dezelfde dag als de geldingstermijn van de vergunning of machtiging, behoudens anders bepaald in de vergunning of machtiging.

In de gevallen voorzien in artikel 30 kan de ingebruikneming niet geldig gebeuren tenzij de opgelegde verzekering is genomen of financiële zekerheid is gesteld.

Art. 43. Overeenkomstig de artikelen 29, 30 en 31 van de wet is iedere vergunninghouder en machtiginghouder gehouden tot betaling van de retributie verschuldigd voor toezichtsprogramma's, permanente milieu-effectenonderzoeken en milieueffectenbeoordeling inzake de vergunde of gemachtigde activiteit. Het besluit tot vergunning of machtiging vermeldt deze verplichting uitdrukkelijk als een gebruiksvoorwaarde van de vergunning of machtiging.

Art. 44. Sans préjudice de l'application de l'article 41, § 2, un permis ou une autorisation expirent :

- en cas de non-respect de l'obligation d'inscription prévue à l'article 40, § 2;

- le jour qui suit l'expiration du délai de mise en application, lorsqu'il n'a pas été fait usage valablement du permis ou de l'autorisation pendant ce délai;

- le jour qui suit le jour où, après la mise en application, l'activité n'a pas été exercée ou effectuée pendant deux années consécutives.

CHAPITRE IV. — *Modification des conditions d'application, suspension et retrait du permis ou de l'autorisation*

Section I^{re}. — *La compétence pour la modification des conditions d'application et pour la suspension ou le retrait du permis ou de l'autorisation*

Art. 45. En vue de protéger le milieu marin le ministre peut à tout instant modifier les conditions d'application du permis ou de l'autorisation. En prenant sa décision, le ministre tient compte en particulier :

1° des objectifs et principes généraux de la loi, en particulier le principe de prévention, le principe de précaution et le principe de gestion durable;

2° des résultats des programmes de surveillance, des examens continus des incidences sur l'environnement et des évaluations des incidences sur l'environnement prévus aux articles 28 et 29 de la loi.

Art. 46. En vue de protéger le milieu marin, le ministre peut suspendre ou retirer le permis ou l'autorisation entre autres dans les cas suivants :

1° lorsqu'il ressort des programmes de surveillance et des examens continus des incidences sur l'environnement que de nouveaux effets préjudiciables pour le milieu marin se sont produits;

2° lorsque les conditions d'application n'ont pas été respectées.

Toute suspension est temporaire et a un délai de validité déterminé. Un retrait est définitif.

En prenant sa décision, le ministre tient compte des objectifs généraux et des principes de la loi, en particulier le principe de prévention, le principe de précaution et le principe de gestion durable.

Section II. — *Procédure*

Art. 47. Le ministre prend sa décision d'office ou à la demande de l'administration.

Le ministre notifie le projet d'arrêté au titulaire du permis ou de l'autorisation. Dans un délai maximum de trente jours après la notification, ce dernier peut notifier ses remarques et objections à l'administration. Endéans le même délai, il peut également notifier à l'administration une demande d'être entendu. L'administration transmet son évaluation des remarques et objections et, le cas échéant, le rapport d'audition au ministre. Dans un délai maximum de nonante jours après la notification du projet d'arrêté au titulaire du permis ou de l'autorisation, le ministre lui notifie sa décision.

Art. 48. Le cas échéant, il est procédé sans délai aux réquisitions et aux mesures d'urgences prévues aux articles 31 et 32 de la loi.

Section III. — *Contenu de l'arrêté*

Art. 49. Tout arrêté de modification des conditions d'application mentionne le jour de sa prise d'effet.

Art. 50. Tout arrêté de suspension d'un permis ou d'une autorisation comprend au moins :

1° l'indication du jour de la prise d'effet de la suspension;

2° une précision du moment où la suspension prend fin;

3° selon le cas, une description circonstanciée des nouveaux effets préjudiciables de l'activité pour le milieu marin ou une indication des conditions d'application qui n'ont pas été respectées;

4° une description des mesures à prendre pour la protection du milieu marin pendant la période de suspension avec mention de la personne ou des personnes responsables de leur exécution.

Art. 44. Behoudens toepassing van artikel 41, § 2 vervalt een vergunning of machtiging in de volgende gevallen :

- bij het niet naleven van de inschrijvingsplicht bepaald in artikel 40, § 2;

- op de dag na het verstrijken van de termijn voor ingebruikneming, wanneer er geen geldige ingebruikneming is gebeurd gedurende deze termijn;

- na ingebruikneming, op de dag na de dag waarop de activiteit gedurende twee opeenvolgende jaren niet werd uitgeoefend of verricht.

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van gebruiksvoorwaarden, schorsing en intrekking van de vergunning en de machtiging*

Afdeling I. — *De bevoegdheid tot wijziging van gebruiksvoorwaarden en tot schorsing of intrekking van de vergunning en de machtiging*

Art. 45. Ter bescherming van het mariene milieu kan de minister steeds de gebruiksvoorwaarden van een vergunning of machtiging wijzigen. Bij het nemen van zijn beslissing houdt de minister in het bijzonder rekening met :

1° de algemene doelstellingen en beginselen van de wet, inzonderheid het beginsel van het preventief handelen, het voorzorgsbeginsel en het beginsel van duurzaam beheer;

2° de resultaten van de toezichtsprogramma's, permanente milieueffectenonderzoeken en milieu-effectenbeoordelingen na vergunning of machtiging bedoeld in artikelen 28 en 29 van de wet.

Art. 46. Ter bescherming van het mariene milieu kan de minister onder meer in de navolgende gevallen de vergunning of machtiging schorsen of intrekken :

1° wanneer uit de toezichtsprogramma's en permanente milieueffectenonderzoeken blijkt dat zich nieuwe nadelige gevolgen voor het mariene milieu hebben voorgedaan;

2° wanneer de gebruiksvoorwaarden niet worden nageleefd.

Iedere schorsing is tijdelijk en geldt voor bepaalde termijn. Een intrekking is definitief.

Bij het nemen van de beslissing houdt de minister rekening met de algemene doelstellingen en beginselen van de wet, inzonderheid het beginsel van het preventief handelen, het voorzorgsbeginsel en het beginsel van duurzaam beheer.

Afdeling II. — *Procedure*

Art. 47. De minister neemt zijn beslissing ambtshalve of op verzoek van het bestuur.

De minister betekent het ontwerp-besluit aan de vergunninghouder of de machtinghouder. Binnen een termijn van hoogstens dertig dagen na de betekening kan deze zijn opmerkingen en bezwaren aan het bestuur betekenen. Binnen dezelfde termijn kan hij tevens een verzoek betekenen om te worden gehoord door het bestuur. Het bestuur zendt zijn beoordeling van de opmerkingen en bezwaren en, in voorkomend geval, het verslag van de hoorzitting naar de minister. Binnen een termijn van hoogstens negentig dagen na de betekening van het ontwerpbesluit aan de vergunninghouder of machtinghouder betekent de minister hem zijn beslissing.

Art. 48. In voorkomend geval worden zonder verwijl opvorderingen verricht en noodmaatregelen getroffen overeenkomstig de artikelen 31 en 32 van de wet.

Afdeling III. — *Inhoud van het besluit*

Art. 49. Ieder besluit tot wijziging van gebruiksvoorwaarden vermeldt de dag waarop het uitwerking heeft.

Art. 50. Ieder besluit tot schorsing van een vergunning of machting bevat minstens :

1° een bepaling van de dag waarop de schorsing uitwerking heeft;

2° een omschrijving van het tijdstip waarop de schorsing eindigt;

3° al naar gelang van het geval, een omstandige beschrijving van de nieuwe nadelige gevolgen van de activiteit voor het mariene milieu of een aanduiding van de geschonden gebruiksvoorwaarden;

4° een omschrijving van de maatregelen die ter bescherming van het mariene milieu dienen te worden genomen in de schorsingsperiode, met vermelding van de persoon of personen die instaan voor uitvoering ervan.

Art. 51. Tout arrêté de retrait d'un permis ou d'autorisation comprend au moins :

- 1° l'indication du jour de la prise d'effet du retrait;
- 2° une mention indiquant que le retrait est définitif;

3° selon le cas, une description circonstanciée des nouveaux effets préjudiciables de l'activité pour le milieu marin ou une indication des conditions d'application qui n'ont pas été respectées.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 52. L'arrêté royal du 20 décembre 2000 établissant la procédure d'octroi des permis et autorisations requis pour certaines activités exercées dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique est abrogé.

Art. 53. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 7 septembre 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre du Budget et des Entreprises publiques,
J. VANDE LANOTTE

Art. 51. Ieder besluit tot intrekking van een vergunning of machtiging bevat minstens :

- 1° een bepaling van de dag waarop de intrekking uitwerking heeft;
- 2° een vermelding dat de intrekking definitief is;

3° al naargelang van het geval, een omstandige beschrijving van de nieuwe nadelige gevolgen van de activiteit voor het mariene milieu of een aanduiding van de geschonden gebruiksvoorwaarden.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 52. Het koninklijk besluit van 20 december 2000 houdende de procedure tot vergunning en machtiging van bepaalde activiteiten in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België wordt opgeheven.

Art. 53. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 7 september 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting en Overheidsbedrijven,
J. VANDE LANOTTE

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE, SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE ET ENVIRONNEMENT

F. 2003 — 3585

[C — 2003/14213]

9 SEPTEMBRE 2003. — Arrêté royal fixant les règles relatives à l'évaluation des incidences sur l'environnement en application de la loi du 20 janvier 1999 visant la protection du milieu marin dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 janvier 1999 visant la protection du milieu marin dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique, en particulier les articles 28, 29 et 30;

Considérant que la directive 85/337/CEE du Conseil du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, telle que modifiée par la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997, prévoit une procédure grâce à laquelle, dans l'exécution d'un projet, une décision peut être prise en pleine connaissance de cause en ce qui concerne les effets environnementaux importants du projet auxquels on peut s'attendre;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 juillet 2003;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 24 juillet 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 35.786/1/V donné le 21 août 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre du Budget et des Entreprises publiques,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. - Dispositions introductives

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « la loi » : la loi du 20 janvier 1999 visant la protection du milieu marin dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique;

2° « le ministre » : le ministre ou secrétaire d'Etat qui a la protection du milieu marin dans ses attributions;

3° « l'administration » : l'Unité de Gestion du Modèle mathématique de la Mer du Nord et de l'Estuaire de l'Escaut, comme mentionnée à l'arrêté royal du 29 septembre 1997 transférant l'Unité de Gestion du Modèle mathématique de la Mer du Nord et de l'Estuaire de l'Escaut à l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID, VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN EN LEEFMILIEU

N. 2003 — 3585

[C — 2003/14213]

9 SEPTEMBER 2003. — Koninklijk besluit houdende de regels betreffende de milieu-effectenbeoordeling in toepassing van de wet van 20 januari 1999 ter bescherming van het mariene-milieu in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 januari 1999 ter bescherming van het mariene milieu in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België, inzonderheid op de artikelen 28, 29 en 30;

Overwegende dat de richtlijn 85/337/EG van de Raad van 27 juni 1985 betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten, zoals gewijzigd bij richtlijn 97/11/EG van de Raad van 3 maart 1997 een procedure voorziet waarbij voor de uitvoering van een project met volledige kennis van zaken een besluit moet kunnen genomen worden wat betreft de daarvan te verwachten aanzienlijke milieu-effecten;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 juli 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 24 juli 2003;

Gelet op het advies van de Raad van State nr 35.786/1/V, gegeven op 21 augustus 2003 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Begroting en Overheidsbedrijven,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Inleidende bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « de wet » : de wet van 20 januari 1999 ter bescherming van het mariene milieu in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België;

2° « de minister » : de minister of staatssecretaris die de bescherming van het mariene milieu onder zijn bevoegdheid heeft;

3° « het bestuur » : de Beheerseenheid van het Mathematisch Model van de Noordzee en het Schelde-estuarium, zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 29 september 1997 houdende overdracht van de Beheerseenheid van het Mathematisch Model van de Noordzee en het Schelde-estuarium naar het Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen;